



Start of Rudolf and Yolla Sachs Collection.

AR 5163

Sys #: 000197110

LEO BAECK INSTITUTE

Center for Jewish History

15 West 16th Street
New York, NY 10011

Phone: (212) 744-6400

Fax: (212) 988-1305

Email: lbaeck@lbi.cjh.org

URL: <http://www.lbi.org>

AR 5161

1/1

Rudolf and Yolla Camp Collection

1900-1911

K

257

Rudolf and Yolla SACHS

V4/3 AR 5163

Personal papers for Rudolf and Yolla Sachs
includes ID papers France, Naturalization
papers USA, Early School papers Germany

2 Obituaries for Yolla Sachs

8 Photos of Rudolf and yolla Sachs

See also Memoir Collection

1. name 2. Niclas, Yolla, 3. Berufe, Photo-
graph

THE UNITED STATES OF AMERICA

ORIGINAL
TO BE GIVEN TO
THE PERSON NATURALIZED

No. 6667726



CERTIFICATE OF NATURALIZATION

DEPARTMENT OF JUSTICE

Petition No. 445368

Personal description of holder as of date of naturalization: Age 46 years, sex female, complexion medium, color of eyes brown, color of hair brown, height 5 feet 5½ inches, weight 125 pounds, visible distinctive marks none, Marital status married, former nationality German.

I certify that the description above given is true, and that the photograph affixed hereto is a likeness of me.



Charlotte Sachs

(Complete and true signature of holder)

UNITED STATES OF AMERICA } ss:
EASTERN DISTRICT OF NEW YORK }

Be it known, that at a term of the District Court of
The United States

held pursuant to law at Brooklyn
on December 17, 1946 the Court having found that

CHARLOTTE SACHS

then residing at 70-15 34th Avenue, Jackson Heights, N.Y.,
intends to reside permanently in the United States (taken so required by the
Naturalization Laws of the United States), had in all other respects complied with
the applicable provisions of such naturalization laws, and was entitled to be
admitted to citizenship, thereupon ordered that such person be and (she was
admitted as a citizen of the United States of America.

In testimony whereof the seal of the court is hereunto affixed this 17th
day of December in the year of our Lord nineteen hundred and
forty-six and of our Independence the one hundred
and seventy-first



Charlotte Sachs

Seal

It is a violation of the U. S. Code (and
punishable as such) to copy, print, photograph,
or otherwise illegally use this certificate.

Res. sub. B. Gilkes

Clerk of the U. S. District Court

By Daniel J. Lyons Deputy Clerk.

DEPARTMENT OF JUSTICE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DU LOIRET

Commune d.

LIVRET DE FAMILLE

Suivi d'une notice d'extraits des documents officiels concernant

L'Allaitement, le Serrage; (Instructions de l'Académie de Médecine);
Les Soins hygiéniques et les Vêtements; (Instruction ministérielle du 27 avril 1900 et Instruction de l'Association Valentin-Haüy);
La Protection des enfants du premier âge (Loi du 23 décembre 1874 et décret du 27 février 1877);
La Vaccination obligatoire (Loi du 15 février 1903 et décret du 27 juillet 1903);
La Préservation contre la Tuberculose;
L'Établissement et la Délivrance des actes de l'état civil.

Ce livret, gratuit, délivré au moment du mariage, devra être conservé avec soin par le chef de famille. On le présentera toutes les fois qu'il y aura lieu de faire dresser un acte de l'état civil ou notarié et lors de l'admission d'un enfant dans un établissement d'instruction.

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE ADMINISTRATIVES BERGER-LEVRAULT
NANCY-PARIS-STRASBOURG
1938

Propriété des éditeurs. — Déposé.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL

RENSEIGNEMENTS

Naissances.

La déclaration de naissance doit être faite à la Mairie, dans les trois jours non compris celui de l'accouchement, par le père, ou, à son défaut, par le médecin, la sage-femme ou toute autre personne ayant assisté à l'accouchement.

Le déclarant se munira du présent livret et, si possible, du certificat délivré par le médecin.

Mariages.

Le mariage doit être précédé d'une publication par voie d'affiche apposée, pendant dix jours, à la porte de la Maison commune du domicile ou de la résidence de chacun des futurs époux.

Elle est, en outre, faite dans les communes où sont domiciliés leurs parents lorsque les contractants ont moins de vingt et un ans.

Le mariage ne peut être célébré, sauf dispense accordée par le Procureur de la République, avant le dixième jour depuis et non compris celui de la publication.

Toutes les pièces, y compris le certificat de la publication faite, le cas échéant, dans d'autres localités, doivent, autant que possible, être réunies à la Mairie, au plus tard l'avant-veille du mariage.

On peut demander à la Mairie (bureau de l'état civil) des renseignements sur les formalités à remplir et les pièces à produire pour arriver à la célébration du mariage.

Décès

La déclaration du décès doit être faite à la Mairie dans les vingt-quatre heures, par un parent ou toute autre personne, porteur du présent livret.

Le certificat du médecin, constatant le décès, est remis à la Mairie, qui délivre à la famille le permis d'inhumer.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DU LOIRET

Commune de ST-JEAN DE LA RUETTE

LIVRET DE FAMILLE

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE ADMINISTRATIVES BERGER-LEVRAULT

NANCY-PARIS-STRASBOURG

1935

ANNÉE 1940

Registre

N° 9

MARIAGE du vingt
mil neuf cent

ÉPOUX

ENTRE: Rudolf Sachs

profession avocat
Né à Berlin, dep. Allemagne
le deux octobre mil neuf cent dix (37 ans)
Domicilié à St Jean de la Ruelle, camp de rassemblement des Allemands réfugiés allemands
Fils de Siegfried Sachs, d'abord
Et de Elsa Bernard, de vme
Célibataire de

Contrat de mariage

SIGNATURE DE L'ÉPOUX,

Rudolf Sachs

Décédé le

à

L'officier de l'état civil,

Sceau de la Mairie.

DÉPARTEMENT

d'LOIRET

COMMUNE

d'St-JEAN DE LA RUEILLE

EPOUSE

Et Charlotte Michas

profession journaliste photographique
Née à Berlin, dep. Allemagne
le deux dix mil neuf cent (40 ans)
Domiciliée à Paris, rue Croix de la Hache (17)
Réfugiée allemande
Fille de Arthur Michas, sans profession
Et de Fina Michas
Célibataire de

SIGNATURE DE L'ÉPOUSE,

Charlotte Michas

Délivré le 23 février 1940

L'officier de l'état civil,



Décédée le

à

L'officier de l'état civil,

Sceau de la Mairie.

— 4 —
NAISSANCE ET DÉCÈS DES ENFANTS
ISSUS DU MARIAGE

1°

Prénoms :

Né le ____ 19 Décédé le ____ 19

à

L'officier de l'état civil,

à

L'officier de l'état civil,

Scellé et signature.

Scellé et signature.

2°

Prénoms :

Né le ____ 19 Décédé le ____ 19

à

L'officier de l'état civil,

à

L'officier de l'état civil,

Scellé et signature.

Scellé et signature.

3°

Prénoms :

Né le ____ 19 Décédé le ____ 19

à

L'officier de l'état civil,

à

L'officier de l'état civil,

Scellé et signature.

Scellé et signature.

4°

Prénoms :

Né le ____ 19 Décédé le ____ 19

à

L'officier de l'état civil,

à

L'officier de l'état civil,

Scellé et signature.

Scellé et signature.

5°

Prénoms : _____	
Né le _____ 19	Décédé le _____ 19
à _____	à _____
<i>L'officier de l'état civil,</i>	<i>L'officier de l'état civil,</i>
<small>Scellé et signature.</small>	<small>Scellé et signature.</small>

6°

Prénoms : _____	
Né le _____ 19	Décédé le _____ 19
à _____	à _____
<i>L'officier de l'état civil,</i>	<i>L'officier de l'état civil,</i>
<small>Scellé et signature.</small>	<small>Scellé et signature.</small>

7°

Prénoms : _____	
Né le _____ 19	Décédé le _____ 19
à _____	à _____
<i>L'officier de l'état civil,</i>	<i>L'officier de l'état civil,</i>
<small>Scellé et signature.</small>	<small>Scellé et signature.</small>

8°

Prénoms : _____	
Né le _____ 19	Décédé le _____ 19
à _____	à _____
<i>L'officier de l'état civil,</i>	<i>L'officier de l'état civil,</i>
<small>Scellé et signature.</small>	<small>Scellé et signature.</small>

9°

Prénoms

Né le 19

Décédé le 19

à
L'officier de l'état civil,

à
L'officier de l'état civil,

Scellé et signature.

Scellé et signature.

10°

Prénoms :

Né le 19

Décédé le 19

à
L'officier de l'état civil,

à
L'officier de l'état civil,

Scellé et signature.

Scellé et signature.

INSTRUCTIONS DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE sur les soins à donner aux enfants du premier âge

I. Mortalité des enfants.

1. *Moyens d'atténuer cette mortalité.* — La mortalité des enfants est, en partie, justiciable des moyens hygiéniques. Ce résultat peut être obtenu en éclairant le public sur le mode d'alimentation des enfants et les soins à donner dans le jeune âge.

La mortalité infantile exagérée a été signalée par tous les démographes comme une cause de la dépopulation de la France. Il est donc utile d'appeler l'attention des parents sur les moyens efficaces et pratiques d'atténuer cette mortalité.

Les prescriptions suivantes, formulées par l'Académie de Médecine, dans sa séance du 7 juin 1904, indiquent aux mères et aux nourrices les règles hygiéniques qu'elles doivent observer. On ne saurait trop vivement les engager à s'y conformer.

II. Allaitement naturel.

2. *Avantages de l'allaitement naturel.* — L'allaitement de l'enfant nouveau-né par sa mère ou, à son défaut, par une nourrice, sous les yeux de la famille, est le mode de nourriture qui donne les résultats les plus heureux, et diminue le plus les chances de mortalité des enfants.

3. *Durée de l'allaitement.* — Le lait doit constituer la principale nourriture de l'enfant pendant sa première année au moins, c'est-à-dire jusqu'après l'apparition des dix ou douze premières dents.

4. *Aliments solides.* — Il est dangereux de donner à l'enfant, dès les premiers mois, une nourriture solide, et il ne faut pas oublier que c'est l'alimentation prématurée qui fait le plus de victimes chez les jeunes enfants.

5. *Alimentation pendant les deux premiers jours.* — Pendant les deux premiers jours qui suivent la naissance et en attendant la montée du lait chez la mère ou l'arrivée d'une nourrice, l'enfant peut être alimenté avec de l'eau légèrement sucrée et tiédie, dont on donne une ou deux cuillerées à dessert toutes les deux heures et selon ses besoins, en y ajoutant, s'il le faut, un peu de lait.

6. *Nombre de tétées.* — Les tétées seront espacées de deux heures au moins pendant le jour, et, pendant la nuit, le repos étant aussi nécessaire pour la mère ou la nourrice que pour l'enfant, on ne donnera le sein qu'une ou deux fois. L'enfant ne recevra rien dans l'intervalle des tétées, même s'il crie.

7. *Sommeil de l'enfant.* — Il ne faut jamais réveiller l'enfant pour

le mettre au sein, à moins qu'il ne soit très faible, et que son sommeil se prolonge au delà de trois heures, pendant le jour, et de cinq à six heures pendant la nuit.

8. *Suppression de l'allaitement.* — On ne devra pas supprimer l'allaitement d'une façon définitive pendant les mois de juin, de juillet, d'août, de septembre et d'octobre. On ne le supprimera pas non plus lorsque évolue une éruption dentaire ou lorsque l'enfant présente quelque indisposition.

9. *Mère et enfant dans le même lit.* — Il est très dangereux que la mère ou la nourrice couche l'enfant dans son lit, et le médecin doit le lui défendre absolument.

10. *Nouvelle grossesse de la mère.* — En cas de grossesse, toute mère ou nourrice doit progressivement cesser l'allaitement pour ne pas compromettre la santé du nourrisson.

11. *Danger des boissons alcooliques.* — Toute mère ou nourrice qui ne veut pas faire de mal à l'enfant doit s'abstenir de liqueurs alcooliques; elle doit même éviter de prendre en quantité trop considérable toute boisson contenant de l'alcool : vin, bière, cidre, etc.

III. Allaitement mixte.

12. *Insuffisance du lait de la mère.* — Dans le cas où la mère n'a qu'une quantité manifestement insuffisante de lait, soit d'une façon temporaire, soit d'une façon définitive, au début du cours de l'allaitement, elle doit suppléer au lait qui lui manque en y ajoutant une quantité suffisante de lait animal. C'est ce qui constitue l'allaitement mixte.

13. *Règle de l'allaitement mixte.* — Les règles de l'allaitement mixte réunissent les conditions de l'allaitement naturel indiquées aux n°s 6 et suivants; elles seront, en outre, indiquées à propos des règles de l'allaitement artificiel aux n°s 14 et suivants.

IV. Allaitement artificiel.

14. *Inconvénients de l'allaitement artificiel.* — Il faut se rappeler que l'allaitement artificiel exclusif augmente considérablement les chances de maladie et de mort, lorsqu'il n'est pas pratiqué au milieu de la famille, avec des soins minutieux ou par des personnes expérimentées.

Mais si la mère ne peut allaiter, et si l'on ne peut se procurer une nourrice, il faut nourrir l'enfant avec le lait d'un animal (ânesse, vache ou chèvre).

Dès le deuxième jour de la naissance, on donne soit du lait d'ânesse pur, soit, à son défaut, du lait de vache ou de chèvre, additionné d'eau. Ce lait sera pris, s'il est possible, au commencement de la traite, et sur un animal ayant récemment mis bas.

15. *Coupage du lait pendant le premier mois.* — Le coupage du lait de vache ou de chèvre doit être opéré avec de l'eau pure bouillie, et non avec des infusions ou des décoctions. Sauf dans les cas d'indisposition, ce coupage doit se faire et être donné dans les proportions suivantes :

1° Pendant les huit premiers jours, moitié lait pur et moitié eau; en donner deux ou trois cuillerées à bouche toutes les deux heures;

2° Pendant les jours suivants jusqu'à la fin du premier mois, deux tiers de lait pur et un tiers d'eau; quatre à cinq cuillerées à bouche toutes les deux heures, selon la tolérance de l'estomac.

16. *Coupage du lait pendant les deuxième et troisième mois.* — Dès le commencement du deuxième mois, le coupage du lait pourra être réduit au quart (trois quarts de lait pur, un quart d'eau), et la dose du liquide portée à un demi-verre environ, toutes les deux heures.

Au troisième mois et les mois suivants, cette dose sera d'un verre toutes les trois heures. Ce n'est qu'à partir du troisième mois que le lait sera donné pur.

17. *Quantité de lait à donner à l'enfant.* — La quantité de lait coupé ou pur varie d'ailleurs suivant l'appétit, les aptitudes digestives et l'état de santé ou de maladie de l'enfant, selon aussi la force et la pureté du lait.

Avant de donner le lait à l'enfant, il convient de le goûter et de s'assurer qu'il n'a ni mauvais goût ni mauvaise odeur.

18. *Préparation à faire subir au lait.* — On peut détruire dans le lait les germes accidentels et malfaisants qui pourraient amener des maladies (gastro-entérite, tuberculose, fièvre typhoïde, etc.) par l'ébullition, par la pasteurisation, par le chauffage au bain-marie à 100°, par la stérilisation au-dessus de 100°.

Le lait bouilli ou le lait chauffé au bain-marie à 100° doivent être consommés dans les vingt-quatre heures.

Le lait stérilisé au-dessus de 100° peut se conserver plus longtemps, mais il est d'autant moins bon qu'il est plus ancien.

L'ébullition, la pasteurisation, le chauffage au bain-marie à 100°, la stérilisation à plus de 100° doivent être mis en pratique le plus tôt possible après la traite.

Le lait est ensuite conservé au frais dans un vase de terre ou de porcelaine d'une parfaite propreté. Pour le donner à l'enfant, il sera tiédi au bain-marie ou sur la cendre chaude.

19. *Biberons et autres ustensiles.* — Quel que soit le vase dont on se sert pour faire boire le lait (cuiller, petit pot, verre ou biberon), il ne faut pas que ce vase soit en étain ou en plomb, et, s'il s'agit d'un biberon, il faut qu'il soit constitué uniquement par une bouteille surmontée d'une tétine. Tous les biberons à tube sont très dangereux; ils doivent être proscrits.

Un même biberon ne doit jamais servir à plusieurs enfants.

20. *Lait restant au fond des vases.* — Ces divers vases ne doivent contenir que la quantité nécessaire pour chaque repas, et il faut jeter le lait restant au fond du vase, parce qu'il pourrait s'agrir.

21. *Propreté des vases à boire.* — Il faut aussi que ces vases soient nettoyés avec soin chaque fois que l'on s'en est servi, et tenus dans un état d'extrême propreté. Dans l'intervalle des repas, le biberon restera plongé dans de l'eau que l'on aura purifiée par l'ébullition. Si l'on ne prenait ces précautions indispensables, le nouveau lait déposé dans les vases à boire s'altérerait et déterminerait bientôt des accidents (coliques, diarrhée) qui sont la principale cause de la mortalité des enfants.

22. *Des suçons.* — C'est pour ce même motif qu'il faut éviter, de

quelque nature qu'ils soient, l'usage des suçons, que l'on a trop souvent l'habitude de laisser entre les lèvres des enfants pour les calmer.

23. *Aliments qu'on peut ajouter au lait.* — Vers le septième mois, on peut ajouter au lait d'animal, soit des jaunes d'œufs, de la farine de froment séchée au four, soit de la farine de riz, d'avoine, du tapioca, etc., dont on fera des potages d'abord clairs et toujours bien cuits. Plus tard, on pourra, dans cette préparation, remplacer le lait par du bouillon de bœuf léger, pour préparer l'enfant au sevrage.

En général, on devra s'abstenir des compositions diverses que le commerce recommande pour remplacer le lait ou les aliments sus-indiqués.

V. Sevrage

24. *Age où l'enfant peut être sevré.* — Le sevrage pourra être effectué à partir du neuvième mois, et même plus tôt si les circonstances forcent d'y recourir; par exemple, lorsque le lait de la mère ou de la nourrice devient insuffisant. Mais quand les conditions de l'allaitement au sein restent satisfaisantes, il est préférable de ne sevrer l'enfant qu'après le dixième mois, ou même après la première année.

Tout aliment solide devra être exclu. Il n'est pas indispensable, pour pratiquer le sevrage, que la dentition soit plus ou moins avancée.

25. *Époque du sevrage.* — Le sevrage ne peut être fait à l'époque des grandes chaleurs, ni pendant une éruption dentaire active, ni pendant une indisposition de l'enfant. C'est dans l'intervalle de calme qui sépare les poussées dentaires que le sevrage peut être commencé.

26. *Sevrage graduel.* — On ne doit effectuer le sevrage que par degrés, c'est-à-dire après avoir habitué progressivement l'enfant à des aliments supplémentaires, tels que les potages légers avec le lait.

27. *Nourriture de l'enfant sevré.* — Le sevrage une fois accompli, on rendra peu à peu la nourriture de l'enfant plus substantielle, en y ajoutant du pain trempé dans le jus de viande, des purées de légumes farineux; mais il ne faut pas permettre l'usage de la viande avant l'éruption des grosses dents. De même, on interdira dans l'alimentation de l'enfant les gâteaux, les sucreries de toute espèce, le vin pur et les liqueurs.

28. *Précautions de la mère après le sevrage.* — Le sevrage graduel n'exige, pour la mère ou la nourrice, que certaines précautions et une légère médication au moment où elles cessent complètement d'allaiter: quelques purgatifs, des tisanes diurétiques ou acidulées.

VI. Soins hygiéniques et vêtements.

29. *Lavage des yeux au moment de la naissance.* — Dès les premiers moments qui suivent la naissance de l'enfant, la sage-femme doit lui laver tout spécialement les yeux avec de l'eau que l'on a fait bouillir pour la purifier et que l'on emploiera tiède.

30. *Chambre du nourrisson.* — L'enfant sera élevé dans une chambre autant que possible bien aérée et suffisamment chauffée en hiver.

31. *Première sortie.* — L'enfant, même né à terme et bien portant, ne doit pas être sorti avant le quinzième jour, à moins que la température extérieure ne soit très douce et très sèche. Ne pas oublier que sou-

vent, c'est par la respiration d'un air trop froid ou trop vif que l'enfant contracte une bronchite.

32. *Toilette journalière.* — Chaque matin, la toilette de l'enfant doit être faite avant la mise au sein ou le repas.

Cette toilette se compose : 1° d'un bain de quelques minutes ou du lavage du corps, surtout des organes génitaux ou du siège, qui doivent toujours être tenus très propres; 2° du nettoyage de la tête, sur laquelle il ne faut jamais laisser accumuler la crasse ou les croûtes; 3° du changement de linge; la bande enroulée autour du ventre pour maintenir l'ombilic (nombril) doit être conservée pendant le premier mois.

33. *Usage du maillot. Bandage de la tête.* — Il faut rejeter absolument le maillot complet, c'est-à-dire celui qui enveloppe et serre ensemble, à l'aide des bandes, etc., les quatre membres et le corps, car plus l'enfant a de liberté dans ses mouvements, plus il devient robuste et bien conformé.

Rejeter aussi tout bandage qui comprime la tête.

34. *Vêtements.* — L'enfant doit être vêtu plus ou moins chaudement, selon les pays qu'il habite et selon les saisons. Mais il faut toujours le préserver avec soin du froid comme de l'excès de chaleur, soit au dehors, soit dans l'intérieur des habitations, dans lesquelles cependant l'air doit être suffisamment renouvelé.

35. *Premiers pas.* — *Usage des chariots.* — Il ne faut pas se hâter de faire marcher l'enfant; on doit le laisser avec ses propres forces se traîner à terre et se relever; il faut donc rejeter l'usage des chariots et paniers.

36. *Indispositions.* — On ne doit jamais laisser sans soins, chez l'enfant, les moindres indispositions, telles que toux, coliques, diarrhée, vomissements fréquents, etc.; il faut appeler le médecin dès le début.

37. *Vaccination.* — Il est indispensable de faire vacciner l'enfant dans les trois premiers mois qui suivent sa naissance, ou même dans un délai plus court, s'il règne une épidémie de petite vérole; le vaccin est le seul préservatif certain de cette maladie.

Avis important en ce qui concerne les nouveau-nés.

Si les paupières de l'enfant sont ou rouges, ou enflées, ou collées, Si elles laissent suinter du liquide ou du pus, Sachez qu'il ne s'agit pas d'un « couraut d'air », mais d'une maladie grave.

Méfiez-vous de l'ophtalmie qui peut le rendre aveugle et faites-le immédiatement, le jour même, examiner et soigner par un médecin. (Extrait d'une circulaire de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, du 27 avril 1909.)

Conseils aux mères qui ne veulent pas que leurs nouveau-nés deviennent aveugles.

(Association Valentin Haüy pour le bien des aveugles.)

Les divers recensements ont démontré qu'en France plus d'un tiers des aveugles (18.000 sur 49.000) doivent leur infirmité à une inflam-

mation des yeux qui survient peu de temps après la naissance et qu'on appelle l'ophtalmie des nouveau-nés. Les causes de cette maladie sont bien connues et peuvent être évitées. Une fois déclarée, la maladie peut être guérie. C'est donc l'ignorance et l'incurie des mères et des personnes chargées de soigner les nouveau-nés qu'il faut prévenir.

1° *Soins que doit prendre la mère.* — Toute femme, même bien portante, qui va devenir mère doit jusqu'au dernier moment s'y préparer par des soins minutieux de propreté que tout médecin ou sage-femme pourra lui indiquer.

2° *Soins à donner à l'enfant.* — Aussitôt après la naissance et avant tout autre lavage, il faut nettoyer soigneusement les paupières, le bord des paupières et tout leur voisinage, enlever toutes les mucosités par un lavage à l'eau boriquée au moyen de petits tampons de ouate bien propre; essuyer ensuite avec la ouate propre et sèche. A chaque toilette de l'enfant, on commencera par les yeux, toujours avec de l'eau boriquée. Les mains de la personne chargée de ces soins doivent être savonnées, lavées et essuyées avec un linge propre avant de toucher l'enfant. Tout ce qui approche les yeux de l'enfant doit être absolument propre. La ouate qui a servi pour ses yeux doit être brûlée chaque fois. L'eau, les linges, éponges ou tampons qui ont servi à la mère ne doivent sous aucun prétexte approcher de l'enfant.

L'air de la chambre sera tenu aussi pur que possible, on n'y fera jamais sécher aucun linge.

3° *Ce qu'il faut faire quand la maladie est déclarée.* — Lorsque les paupières rougissent et enflent, sont collées par leurs bords pendant le sommeil et que les pleurs sont mêlés d'humeur, il faut courir à l'oculiste ou au médecin, chaque heure de retard augmente le danger. En attendant, il faut : toutes les demi-heures, nettoyer les yeux avec des tampons de ouate et de l'eau tiède boriquée; ouvrir bien les paupières et faire couler l'eau sur l'œil même pour entraîner toute l'humeur. On savonnera et lavera ses mains pour faire ce lavage, et encore après l'avoir fait. La ouate qui aura lavé et essuyé les yeux sera aussitôt brûlée. Il ne faut ni embrasser l'enfant, ni se servir de quoi que ce soit qui ait été employé pour ses yeux et son visage; tout l'entourage doit être informé du danger de prendre la maladie.

Ne pas écouter les personnes qui disent que « ce n'est rien » et qu'il n'y a qu'à laver les yeux de l'enfant avec le lait de la mère. Ces conseils sont nuisibles et font perdre un temps précieux en retardant l'emploi des moyens qui peuvent sauver la vue de l'enfant.

PROTECTION DES ENFANTS DU PREMIER AGE

Extrait de la loi du 23 décembre 1874, relative à la protection des enfants du premier âge et en particulier des nourrissons.

ART. 1. — Tout enfant, âgé de moins de deux ans, qui est placé, moyennant salaire, en nourrice, en sevrage ou en garde, hors du domicile de ses parents, devient par ce fait l'objet d'une surveillance de l'autorité publique, ayant pour but de protéger sa vie et sa santé.

ART. 6. — Sont soumis à la surveillance instituée par la présente loi : toute personne ayant un nourrisson ou un ou plusieurs enfants en sevrage ou en garde, placés chez elle moyennant salaire; les bureaux de placement et tous les intermédiaires qui s'emploient au placement des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde.

Le refus de recevoir la visite du médecin inspecteur, du maire de la commune, ou de toutes autres personnes déléguées ou autorisées en vertu de la présente loi, est puni d'une amende de cinq à quinze francs (5 à 15 fr.).

Un emprisonnement de un à cinq jours peut être prononcé si le refus dont il s'agit est accompagné d'injures ou de violences.

ART. 7. — Toute personne qui place un enfant en nourrice, en sevrage ou en garde, moyennant salaire, est tenue, sous les peines portées par l'article 346 du Code pénal, d'en faire la déclaration à la mairie de la commune où a été faite la déclaration de naissance de l'enfant, ou à la mairie de la résidence actuelle du déclarant, en indiquant, dans ce cas, le lieu de la naissance de l'enfant, et de remettre à la nourrice ou à la gardeuse un bulletin contenant un extrait de l'acte de naissance de l'enfant qui lui est confié.

ART. 8. — Toute personne qui veut se procurer un nourrisson ou un ou plusieurs enfants en sevrage ou en garde est tenue de se munir préalablement des certificats exigés par les règlements pour indiquer son état civil et justifier de son aptitude à nourrir ou à recevoir des enfants en sevrage ou en garde.

Toute personne qui veut se placer comme nourrice sur lieu est tenue de se munir d'un certificat du maire de sa résidence, indiquant si son dernier enfant est vivant et constatant qu'il est âgé de sept mois révolus, ou, s'il n'a pas atteint cet âge, qu'il est allaité par une autre femme remplissant les conditions qui seront déterminées par le règlement d'administration publique prescrit par l'article 12 de la présente loi.

Toute déclaration ou énonciation reconnue fautive dans lesdits certificats entraîne l'application au certificateur des peines portées au paragraphe 1 de l'article 155 du Code pénal.

ART. 9. — Toute personne qui a reçu chez elle, moyennant salaire, un nourrisson ou un enfant en sevrage ou en garde, est tenue, sous les peines portées à l'article 346 du Code pénal :

1° D'en faire la déclaration à la mairie de la commune de son domicile dans les trois jours de l'arrivée de l'enfant, et de remettre le bulletin mentionné en l'article 7;

2° De faire, en cas de changement de résidence, la même déclaration à la mairie de sa nouvelle résidence;

3° De déclarer, dans le même délai, le retrait de l'enfant par ses parents ou la remise de cet enfant à une autre personne, pour quelque cause que cette remise ait lieu;

4° En cas de décès de l'enfant, de déclarer ce décès dans les vingt-quatre heures.

Après avoir inscrit ces déclarations au registre mentionné à l'article suivant, le maire en donne avis, dans le délai de trois jours, au maire de la commune où a été faite la déclaration prescrite par l'article 7.

Le maire de cette dernière commune donne avis, dans le même délai, des déclarations prescrites par les nos 2, 3, 4 ci-dessus, aux auteurs de la déclaration de mise en nourrice, en sevrage ou en garde.

Extrait du décret du 27 février 1877, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 23 décembre 1874 sur la protection des enfants du premier âge.

ART. 21. — La déclaration prescrite par l'article 7 de la loi du 23 décembre 1874 à toute personne qui place un enfant en nourrice, en sevrage ou en garde, moyennant salaire, est inscrite sur le registre spécial prévu par l'article 10 de la loi.

Elle est signée par le déclarant.

Elle fait connaître :

1° Les nom et prénoms, le sexe, la date et le lieu de naissance de l'enfant;

2° S'il est baptisé ou non;

3° Les nom, prénoms, profession et domicile des parents;

4° Les nom, prénoms et domicile de la nourrice, sevrée ou gardée à laquelle l'enfant est confié;

5° Les conditions du contrat intervenu avec la nourrice, sevrée ou gardée.

ART. 22. — Le déclarant doit produire le carnet délivré à la nourrice.

Le maire qui reçoit la déclaration transcrit sur le carnet de la nourrice les indications portées sous les nos 1, 2, 3 et 5 de l'article précédent.

ART. 25. — Il est interdit à toute nourrice d'allaiter un autre enfant que son nourrisson, à moins d'une autorisation spéciale et écrite donnée par le médecin inspecteur, ou, s'il n'existe pas de médecin inspecteur dans le canton, par un docteur en médecine ou par un officier de santé.

ART. 26. — Nulle sevrée ou gardée ne peut se charger de plus de deux enfants à la fois, à moins d'une autorisation spéciale et écrite donnée par la commission locale, ou, à défaut de commission locale, par le maire.

ART. 27. — Toute femme qui veut prendre chez elle un enfant en nourrice doit préalablement obtenir un certificat du maire de sa commune et un certificat médical. Elle doit, en outre, se munir du carnet spécifié à l'article 30.

ART. 28. — Le certificat délivré par le maire doit être revêtu du sceau de la mairie et contenir les indications suivantes :

1° Nom, prénoms, signalement, domicile et profession de la nourrice, date et lieu de sa naissance;

2° État civil de la nourrice, nom, prénoms et profession de son mari;

3° Date de la naissance de son dernier enfant, et si cet enfant est vivant.

Le certificat fera connaître si le mari a donné son consentement; il contiendra les renseignements que pourra fournir le maire sur la conduite et les moyens d'existence de la nourrice, sur la salubrité et la propreté de son habitation. Il constatera la déclaration de la nourrice qu'elle est pourvue d'un garde-feu et d'un berceau.

Sur l'interpellation du maire, la nourrice déclarera si elle a déjà élevé un ou plusieurs enfants moyennant salaire; elle indiquera l'époque à laquelle elle a été chargée de ces enfants, la date et la cause des retraits et si elle est restée munie des carnets qui lui auraient été précédemment délivrés. Le maire mentionnera dans le certificat les réponses de la nourrice.

ART. 29. — Le certificat médical est délivré par le médecin inspecteur ou, à défaut du médecin inspecteur habitant la commune où réside la nourrice, par un docteur en médecine ou par un officier de santé; il peut également être délivré dans la commune où la nourrice vient prendre l'enfant; il est dûment légalisé et visé par le maire; il doit attester :

1° Que la nourrice remplit les conditions désirables pour élever un nourrisson;

2° Qu'elle n'a ni infirmités, ni maladie contagieuse; qu'elle est vaccinée.

ART. 30. — Le carnet est délivré gratuitement : à Paris, par le préfet de police; à Lyon, par le préfet du Rhône; dans les autres communes, par le maire.

La nourrice peut l'obtenir soit dans la commune où elle réside, soit dans celle où elle vient chercher un enfant; dans ce dernier cas, elle doit produire le certificat du maire de sa commune.

Elle doit se pourvoir d'un carnet nouveau chaque fois qu'elle prend un nouveau nourrisson.

Le certificat délivré à la nourrice par le maire de sa commune et le certificat médical sont inscrits sur le carnet. S'ils ont été délivrés à part, ils y sont textuellement transcrits.

ART. 31. — Les conditions concernant les certificats, l'inscription et le carnet sont applicables aux femmes qui veulent se charger d'enfants en sevrage ou en garde, à l'exception de la condition d'aptitude à l'allaitement au sein.

ART. 32. — Si l'enfant n'a pas été vacciné, la nourrice doit le faire vacciner dans les trois mois du jour où il lui a été confié.

ART. 33. — La nourrice, sevrée ou gardée ne peut, sous aucun prétexte, se décharger, même temporairement, du soin d'élever l'enfant qui lui a été confié, en le remettant à une autre nourrice, sevrée ou gardée, à moins d'une autorisation écrite donnée par les parents ou par le maire, après avis du médecin inspecteur.

ART. 34. — La nourrice, sevrée ou gardée qui veut rendre l'enfant confié à ses soins avant qu'il lui ait été réclamé, doit en prévenir le maire.

PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE

VACCINATION OBLIGATOIRE

L'article 6 de la loi du 15 février 1902, relative à la protection de la santé publique, a pour objet de rendre « la vaccination antivariolique obligatoire au cours de la première année de la vie, ainsi que la revaccination au cours de la onzième et de la vingt et unième année. » Les parents ou tuteurs sont tenus personnellement de l'exécution de ladite mesure.

Principe de l'obligation. — Le haut intérêt social auquel répond la prescription formulée par la nouvelle loi sanitaire, en ce qui concerne l'obligation de la vaccination et de la revaccination, est aujourd'hui trop universellement reconnu pour qu'il soit nécessaire d'y insister.

Plusieurs pays étrangers nous ont depuis longtemps devancés dans la voie de l'obligation vaccinale, et les mesures qu'ils ont prises à cet égard leur ont permis de s'affranchir presque absolument des atteintes de la variole.

Pendant ce temps, la même maladie continue à faire tous les ans de nombreuses victimes en France, malgré la pratique de la vaccination obligatoire dans l'armée, et ailleurs de la vaccination volontaire, de plus en plus répandue, mais insuffisante pour écarter définitivement de nos populations des manifestations épidémiques qui constituent pour elles une menace permanente.

L'exacte application du principe édicté par l'article 6 de la loi du 15 février 1902 doit permettre de remédier désormais à cette situation, en assurant à notre pays une des ressources les plus incontestées de la science médicale : elle se traduira, comme l'a prouvé l'exemple des autres pays, par une diminution appréciable de la mortalité et de la morbidité générales.

Conditions générales sur la vaccination. — En rendant la vaccination obligatoire, la loi n'a nullement entendu la rendre exclusivement tributaire de l'autorité publique. C'est seulement à défaut de l'initiative individuelle que l'Administration a le devoir de procurer gratuitement et périodiquement aux familles les ressources nécessaires à ces opérations.

Lorsque les enfants ou adultes auront été régulièrement vaccinés ou revaccinés aux époques fixées par la loi, il leur suffira d'en justifier, en déposant à la mairie un certificat constatant la vaccination ou la revaccination avec la date et le résultat de ces opérations, délivré par le médecin ou la sage-femme qui les aura pratiqués.

La nouvelle loi prescrit trois vaccinations ou revaccinations consécutives que la science médicale considère comme indispensables pour mettre les individus, jusqu'à l'âge de leur majorité, à l'abri des atteintes de la variole; elle laisse les intéressés entièrement libres du choix des opérateurs et du moment le plus favorable, dans la limite des époques correspondant aux trois périodes d'âge fixées, c'est-à-dire au cours de la première, de la onzième et de la vingt et unième

année; elle met à la disposition des familles qui ne pourraient y satisfaire autrement, des séances de vaccination gratuites présentant toutes garanties d'efficacité; elle charge les autorités locales de veiller à la stricte application de ces dispositions, d'exiger la justification des obligations incombant respectivement aux assujettis, à leurs parents ou tuteurs, et de provoquer contre ceux qui, dûment avertis, négligeraient ou refuseraient de se conformer à ces avertissements, les pénalités prévues à titre de sanction.

Séances gratuites. — L'article 4 du décret du 27 juillet 1903 portant règlement d'administration publique établit : qu'il devra y avoir, dans chaque commune, des séances de vaccination gratuites et des séances de revision des résultats; que ces séances seront annoncées par voie d'affiches indiquant le lieu et la date des opérations; qu'elles devront être au moins annuelles, mais subordonnées, au point de vue de la fréquence, de la durée ou de l'époque, aux circonstances locales.

Les parents ou tuteurs sont tenus d'envoyer les enfants aux séances de vaccination, de les soumettre à l'opération vaccinale et à la constatation des résultats de cette opération au cours de la séance de revision. Toutefois, ainsi que nous l'avons dit ci-dessus, ils sont libres de satisfaire à leur obligation en déposant à la mairie un certificat constatant la vaccination ou la revaccination de leurs enfants.

Établissement des listes. — Les listes des personnes soumises par leur âge soit à la vaccination première, soit à une revaccination, sont établies par les soins des municipalités. Elles constituent la base du service tant au point de vue du contrôle que des résultats des séances de vaccination et de revaccination.

Inspection des résultats. — Sur ces listes, le médecin vaccinateur inscrit en regard de chaque nom la date de la vaccination et ses résultats, soit que le sujet ait été vacciné au cours d'une des séances gratuites de vaccination, soit que les parents ou le tuteur de ce dernier aient produit le certificat prévu par l'article 4 du décret du 27 juillet 1903. Si, d'autre part, le médecin vaccinateur, au cours de la séance de vaccination gratuite, estime qu'un sujet qui lui est présenté ne peut être vacciné à cause de son état de santé, il en fera mention sur la liste en regard du nom de l'intéressé; il procédera de même pour ceux qui produiront un certificat de leur médecin traitant constatant cette impossibilité.

Revision et renouvellement des opérations. — Dans le cas d'insuccès, la vaccination doit être renouvelée une deuxième et, au besoin, une troisième fois, le plus tôt possible et au plus tard à la prochaine séance de vaccination.

Délivrance des certificats. — Lorsqu'au contraire la vaccination a réussi, le médecin vaccinateur délivre aux intéressés, parents ou tuteurs des personnes soumises à l'opération, un certificat individuel attestant qu'ils ont satisfait aux obligations de la loi. Pareille pièce est délivrée à ceux qui ont présenté le certificat prévu par l'article 4 du décret du 27 juillet 1903.

Application aux étrangers. — Toutes les prescriptions qui précèdent sont applicables aux étrangers, pour eux-mêmes et pour leurs enfants.

Avertissement donné aux assujettis n'ayant pas satisfait à la loi. —

Après la dernière séance de revision concernant sa commune, le maire prévient, par avertissement individuel, les parents ou tuteurs qui n'ont pas satisfait aux obligations inscrites dans l'article 4 du décret du 27 juillet 1903, qu'ils sont tenus de présenter, avant la fin de l'année durant laquelle leurs enfants sont soumis à la vaccination ou à la revaccination, un certificat conforme à celui prévu par le même article.

A l'expiration de ce délai, le maire ou le commissaire de police dresse contre ceux qui n'ont pas fourni cette justification un procès-verbal constatant contravention à l'article 6 de la loi du 15 février 1902, et le transmet immédiatement au magistrat chargé des fonctions du ministère public près le tribunal de simple police.

Admission aux séances gratuites des personnes non assujetties par la loi. — Il est enfin une considération d'ordre général qu'on ne saurait passer sous silence dans cette notice traitant de la vaccine. Si la loi et le règlement d'administration publique qui l'accompagne ont limité à l'âge de la majorité l'obligation vaccinale, il ne s'ensuit pas, d'après la circulaire ministérielle du 7 août 1903, que l'opération pratiquée au plus tard à cet âge soit un gage de préservation assurée pour le reste de l'existence. Rien ne serait plus contraire aux enseignements de la science et de la pratique. Le législateur n'a voulu intervenir que dans la mesure strictement justifiée par la protection des mineurs contre les dangers de l'ignorance ou des préjugés; plus tard, il appartient aux intéressés eux-mêmes, instruits par les opérations déjà subies, d'en proulonger ou d'en renouveler les effets salutaires, mais il convient en toutes circonstances, et notamment en temps d'épidémie, de le rappeler. Les séances gratuites devront donc être largement ouvertes à toutes les personnes majeures qui jugeront utile de renouveler l'opération déjà subie.

Un état spécial dressé par le médecin vaccinateur relatera les opérations ainsi effectuées.

PRÉSERVATION CONTRE LA TUBERCULOSE

Dans sa séance du 29 octobre 1904, la Commission de préservation contre la tuberculose a émis l'avis suivant, que nous recommandons spécialement de mettre en pratique pour éviter cette maladie :

- « Les animaux de l'espèce bovine étant fréquemment tuberculeux,
- « et le lait des vaches atteintes de tuberculose pouvant transmettre
- « cette maladie à l'homme, à l'enfant surtout, il faut s'abstenir de
- « consommer du lait cru.
- « L'ébullition prolongée du lait fait disparaître ce danger. Le lait
- « qui monte n'est pas encore du lait bouilli. Lorsque le lait monte,
- « il faut fendre la peau qui s'est formée à sa surface et attendre le
- « bouillonnement.
- « Ne buvez et ne faites boire aux enfants que du lait bouilli. »

DÉLIVRANCE

DES EXPEDITIONS DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL

On peut obtenir des copies sur papier timbré des actes de l'état civil en s'adressant :

Aux Mairies de Paris, pour les actes reçus par elles depuis le 1^{er} janvier 1860 ;

Aux Archives de la Préfecture de la Seine, quai Henri-IV, n° 30, et au greffe du Tribunal civil de la Seine (Palais de Justice), à Paris, pour les actes détruits en 1871 et reconstitués;

A chacune des Mairies pour les actes qui y ont été dressés et au greffe de chacun des tribunaux civils pour les actes dressés dans les ressorts respectifs de ces tribunaux.

L'expédition d'un acte de mariage, d'adoption ou d'une transcription de jugement coûte 10^f »
L'expédition d'un acte de naissance ou de décès. 8 75
(Ajouter les frais de poste.)

Nul, à l'exception du Procureur de la République, de l'enfant, de ses ascendants et descendants, de son conjoint, de son tuteur ou de son représentant légal, s'il est mineur ou en état d'incapacité, ne pourra obtenir une copie conforme d'un acte de naissance autre que le sien, si ce n'est en vertu d'une autorisation délivrée sans frais par le juge de paix du canton où l'acte a été reçu et sur la demande écrite de l'intéressé.

Les dépositaires des registres seront tenus de délivrer à tout requérant des extraits indiquant, sans autres renseignements, l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe de l'enfant, les prénoms qui lui ont été donnés, les prénoms, noms, professions et domiciles des père et mère tels qu'ils résultent des énonciations de l'acte de naissance ou des mentions contenues en marge de cet acte et reproduisant la mention prévue au dernier alinéa de l'article 76 du Code civil (mention du mariage).

La forme de l'expédition de l'acte de naissance délivrée en vue du mariage est réglée par l'article 70 du Code civil, modifié par la loi du 11 juillet 1929.



FRANCE



**CERTIFICAT
D'IDENTITÉ ET DE VOYAGE**
pour les réfugiés provenant d'Allemagne
(application du décret du 17-9-1936)

N° EK62738

TITULAIRE :

Nom

Pachis

Prénoms

Rudolf

Ce certificat d'identité et de voyage
comprend 19 pages

FRANCE

Certificat d'Identité et de Voyage
pour les réfugiés provenant d'Allemagne

N° 4781

Taxe : 35 francs

Nom du titulaire : Sachs
Prénoms : Paul
Nationalité d'origine : Allemande
Lieu de naissance : Berlin
Date de naissance : 2-10-1901
Provenant de : Allemagne
Résidence de fait : 65 Rue de Paris
Profession : Correspondance
Accompagné de : enfants Paris

Le détenteur du présent titre n'a pas qualité pour
obtenir un passeport français.

Il lui a été retiré le passeport

N° R. 126.
Délivré le 26-5-33 à Berlin

Visas

Reproduire dans chaque visa le nom
du détenteur du titre.

Visas

*Reproduire dans chaque visa le nom
du détenteur du titre.*

Visas

*Reproduire dans chaque visa le nom
du détenteur du titre.*

Visas

*Reproduire dans chaque visa le nom
du détenteur du titre.*

Visas

*Reproduire dans chaque visa le nom
du détenteur du titre.*

Visas

*Reproduire dans chaque visa le nom
du détenteur du titre.*

Visas

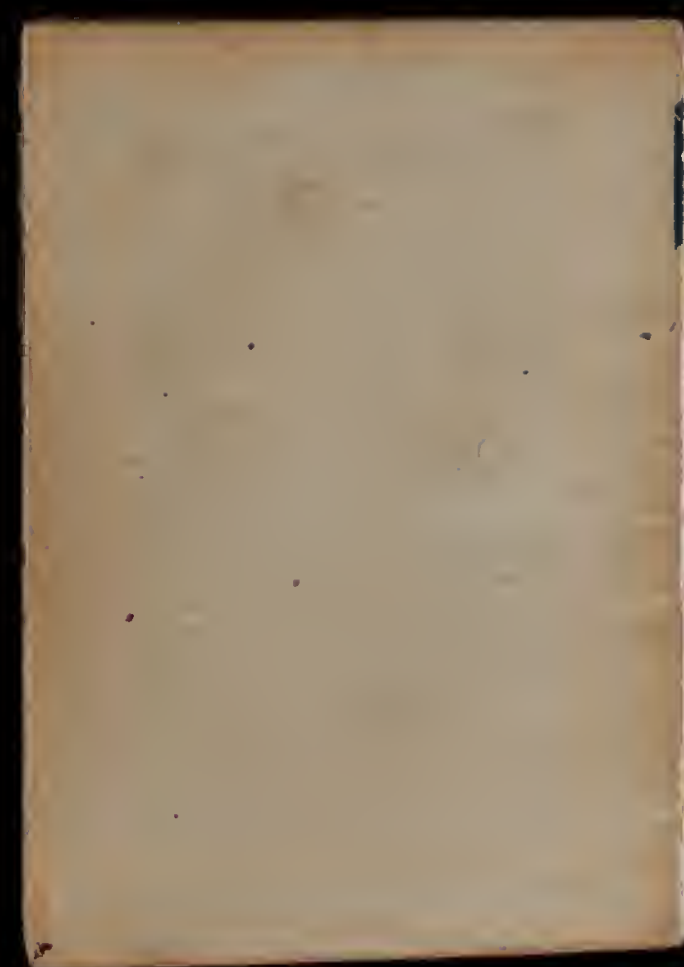
*Reproduire dans chaque visa le nom
du détenteur du titre.*

Visas

*Reproduire dans chaque visa le nom
du détenteur du titre.*

Visas

*Reproduire dans chaque visa le nom
du détenteur du titre.*



Jachs

PRIX PORTÉ
À 160F
(LOI DU 31 MARS 1935)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CARTE D'IDENTITÉ DES ÉTRANGERS
100 FRANCS

TRAVAILLEUR INDUSTRIEL
(Par travailleur industriel on entend tout
travailleur non agricole ou non forestier)

CARTE D'IDENTITÉ

N°33- AE95707

TIMBRE DE
RENOUVELLEMENT

« Ce carnet comprend 19 pages »



CARTE

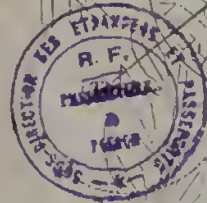
VALABLE

du 2 juillet
1937
au 2 janvier
1938

Déclarée par M. le Préfet
de Paris

Le 2 JUL 1937

Le Préfet



Signature du titulaire

André Pauli

PRÉFECTURE DE POLICE

Carte valable jusqu'au 10 - 1 1939

Décision ministérielle du

Comité par contrôle
Ungary

(126 E) - 271-33



Durée de validité prorogée

du 10 - 1 1939 au 10 - 1 1940

A Paris le 6 JAN 1939

Le Préfet



Visas en cas de changement de domicile

Vu au départ d.....

à destination d.....

le.....

Timbre

Vu à l'arrivée à.....

(adresse).....

le.....

Timbre

Visas en cas de changement de domicile

Vu au départ d.....

à destination d.....

le.....

Timbre

Vu à l'arrivée à.....

(adresse).....

le.....

Timbre

16
Visas en cas de changement de domicile

Vu au départ d.....
à destination d.....
le.....



Vu à l'arrivée à.....
(adresse).....
le.....



17
Visas en cas de changement de domicile

Vu au départ d.....
à destination d.....
le.....



Vu à l'arrivée à.....
(adresse).....
le.....



RECOMMANDATIONS A L'USAGE DES ÉTRANGERS

Tout étranger changeant de domicile (ou quittant la France) devra, avant son départ, faire viser sa carte par le **Commissaire de Police** (ou à défaut par le **Maire**).

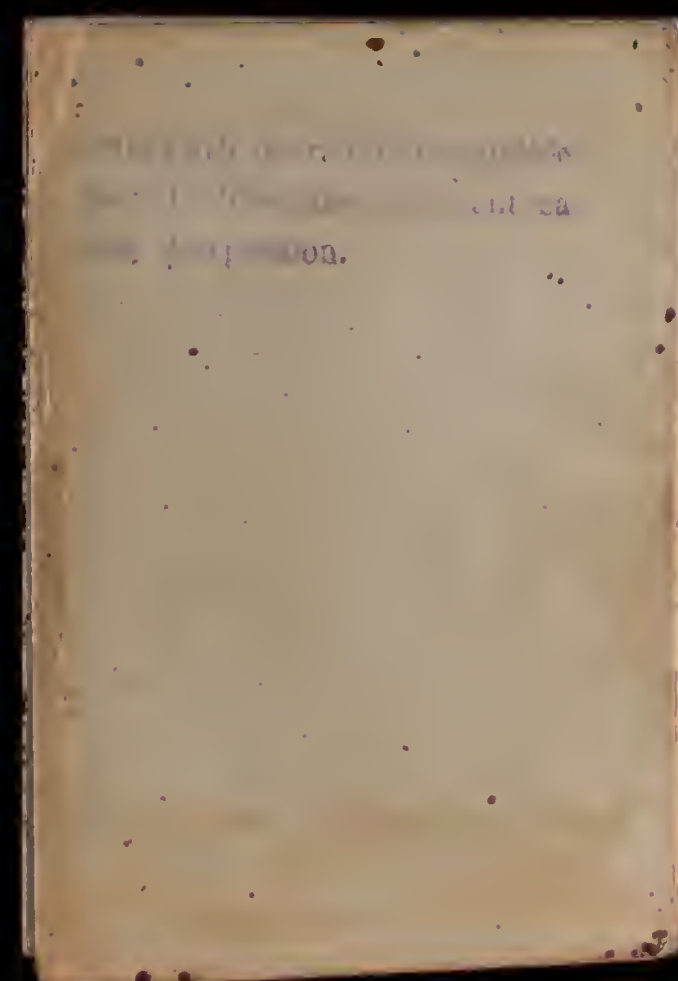
Dans les **48 heures** de son arrivée au lieu de son nouveau domicile (ou de son retour en France), l'étranger devra également faire viser sa carte par le **Commissaire de Police** (ou à défaut par le **Maire**).

La carte n'étant valable que pour la durée mentionnée à la page 2, l'étranger devra la faire renouveler dans le trimestre qui suivra sa date d'expiration. A cet effet, il devra s'adresser au **Commissaire de Police** (à son défaut au **Maire** de la commune où il sera domicilié).

L'étranger devra être constamment porteur de sa **carte d'identité**, la présenter à toute réquisition des agents de l'autorité, ainsi qu'aux personnes qui l'hébergent, même accidentellement, celles-ci étant tenues de vérifier son identité sous peine de poursuites par application de l'art. 475 § 2 du Code pénal.

Les infractions aux décrets sur les cartes d'identité sont passibles des peines prévues à l'art. 471 § 15 du Code pénal, sans préjudice du **droit d'expulsion**, qui appartient au **Ministre de l'Intérieur** en vertu de la loi du 3 Décembre 1849 (art. 7).

Cette mesure d'expulsion, indépendamment de toute autre sanction judiciaire, pourra être prise également à l'égard de tout étranger qui aura **gratté, surchargé, falsifié** une carte d'identité ou qui aura utilisé dans l'accomplissement d'un acte administratif une **carte autre** que celle lui appartenant.



KEEP THIS CARD. It shows the account number used in keeping your wage records for Federal Old-Age Insurance and State Unemployment Compensation. **KEEP A RECORD OF THIS NUMBER AS YOU MIGHT LOSE THE CARD.** Mention the number in all letters to these agencies regarding your accounts. If you should lose this card, apply for a duplicate and not another account number.

Address inquiries concerning Federal Old-Age Insurance (not State Old-Age Assistance) to the nearest office of the Social Security Board. Address inquiries concerning Unemployment Compensation to the State agency administering the Unemployment Compensation law in your State.

SIGN THIS CARD IMMEDIATELY AND SHOW IT TO YOUR EMPLOYER. □

Geburtsurkunde.

Nr. 9 8 3

Charlottenburg, am 8. October 1902

Vor dem unterzeichneten Standesbeamten erschien heute, der Persönlichkeit nach durch die Eheschließungsbescheinigung anerkannt, der practische Arzt, Doctor der Medizin Siegfried Sachs,

wohnhaft in Charlottenburg, Knesebeckstraße 26, mosaischer Religion, und zeigte an, daß von der Elise Sachs geborenen Bernhard, seiner Ehefrau,

mosaischer Religion, wohnhaft bei ihm

zu Charlottenburg in seiner Wohnung am zwei ten October des Jahres tausend neunhundert zwei vor mittags um vier drei viertel Uhr ein Knabe geboren worden sei und daß das Kind den Vornamen Rudolf erhalten habe.

Vorgelesen, genehmigt und unterschrieben Siegfried Sachs

Der Standesbeamte.

In Vertretung Z a r n a o k

Daß vorstehender Auszug mit dem Geburts-Haupt-Register des Standesamts zu Berlin-Charlottenburg 1

gleichlautend ist, wird hiermit bestätigt.

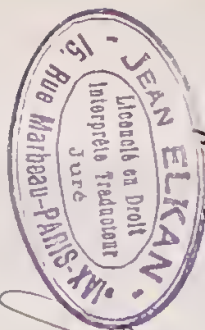
Berlin Charlottenburg, am 12. J u l i 1904

Der Standesbeamte.

In Vertretung



RM. Gebühren bezahlt
Kassen-Buch Nr. 1481



27 JANV 1940
N. 3215

[Handwritten signature]

PHOTOGRAPH
HOTEL
PARIS-IX
TEL. PROVEN 4 2 2

Ummantlung: Der Aufseher des Standesamts ist zu bezeichnen, dass das Kind geboren wurde, und dass es in das Geburtsregister eingetragen ist. In dem Geburtsregister ist zu bezeichnen, dass das Kind geboren wurde, und dass es in das Geburtsregister eingetragen ist.

Gebührenfrei!

Gültig nur zum Zwecke der Taufe.

Bescheinigung
über Eintragung eines Geburtssalles.

In das Geburtsregister des Standesamts 7 zu Charlottenburg ist zu Nr. 983.
eingetragen worden, daß von der Elise Sachs geb. Bernhardt,

Gefrau des verst. Oberst. Dr. med. Ringfried Sachs
wohnhaft zu Charlottenburg Ainsfurt Nr. 20
am 2 ten October 1892 ein Kind geboren worden,
und dieses Kind den Vornamen Paul
erhalten hat.

Charlottenburg, den 8. October 1902.

Der Standesbeamte.
J. H. Lammert

Virum ornatissimum

Ernst Sachs

Civibus Universitatis litterariae Fridericae Guilelmae legitime
adscriptum nomen apud facultatem iuridicam rite professum
esse testamur

Berolini, d. 2 mens. 1 anni MCMXXII



Decanus et Professores

facultatis iuridicae

Universitatis Fridericae

Guilelmae

11/11/22 K. C.

Nr. 57.

Berlin am 2. März 1800

Vor dem unterzeichneten Standesbeamten erschien heute, der Persönlichkeit
nach auf Grund des förmlichen Befragungs

aus, lautet,

der Herrmann August Wilke

wohnhaft in Berlin, Hofscheuer Weg 1. 2.

evangelische Religion, und zeigte an, daß von der

Therese Wilke, geborene Wilke,

geborene Wilke.

evangelische Religion,

wohnhaft in Berlin,

am 2. März 1800

am 2. März 1800, im Alter von
tausend neunhundert

1800

um 12 Uhr ein Mädchen

geboren worden sei und daß das Kind

Charlotte

erhalten habe.

Vorgelesen, genehmigt und unterschrieben

Arthur Wilke

Der Standesbeamte.

W. Wilke
in Vertretung

Vorstehender Bildabzug ist aus dem Geburts
Haupt-Register des Standesamts zu Berlin 18a
gefertigt worden.

Berlin, den 11. 3. 1938

Der Standesbeamte

In Vertretung

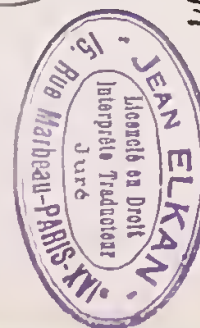
Jansen



Berlin, den 11. 3. 1938

Charlotte Sachs

090-24-3792



N° 3711

27 JANV 1940

UNITED STATES OF AMERICA

ORIGINAL
TO BE GIVEN TO
THE PERSON NATURALIZED

No. 6667678

CERTIFICATE OF NATURALIZATION



DEPARTMENT OF JUSTICE

Petition No. 445369

Personal description of holder as of date of naturalization: Age 44 years; sex male
complexion medium; color of eyes brown; color of hair brown; height 5 feet 9½ inches;
weight 150 pounds; visible distinctive marks none
Marital status married; former nationality German

I certify that the description above given is true, and that the photograph affixed hereto is a likeness of me.



Rudolf Sachs

Sent

Rudolf Sachs
(Complete and true signature of holder)

UNITED STATES OF AMERICA } S.S.
EASTERN DISTRICT OF NEW YORK }

Be it known, that at a term of the District Court of
The United States

held pursuant to law at Brooklyn
on December 10, 1946 the Court having found that

RUDOLF SACHS
then residing at 70-15 34th Avenue, Jackson Heights, N.Y.,
intends to reside permanently in the United States (when so required by the
Naturalization Laws of the United States), had in all other respects complied with
the applicable provisions of such naturalization laws, and was entitled to be
admitted to citizenship, thereupon ordered that such person be and (he was)
admitted as a citizen of the United States of America.

In testimony whereof the seal of the court is hereunto affixed this 10th
day of December in the year of our Lord nineteen hundred and
forty-six and of our Independence the one hundred
and seventy-first

It is a violation of the U. S. Code (and
punishable as such) to copy, print, photograph,
or otherwise illegally use this certificate.

By Clerk of the U. S. District Court
Deputy Clerk

DEPARTMENT OF JUSTICE

DÉPARTEMENT

ARRONDISSEMENT

MAIRIE

ACTE DE LA Mairie

N° 9

MARIAGE

Sachs
Rudolph
Niclas
Charlotte.



EXTRAIT DU REGISTRE DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL

Le vingt-trois février mil neuf cent quarante,
à quinze heures

Devant nous, ont comparu publiquement en la maison commune :

Rudolph Sachs, avocat, réfugié allemand, demeurant
actuellement au camp de rassemblement des Étrangers à L'Écluse de la Rive,
né à Berlin (Allemagne)

le deux octobre mil neuf cent deux, trente-sept ans
domicilié à

fils majeur de Siegfried Sachs, décédé

et de Elise Bernhardt, sa veuve, sans profession,
domiciliée à Champenay (Seine-et-Oise), célibataire

d'une part :

Et Charlotte Niclas, réfugiée allemande, journaliste
photographe, demeurant à Paris, rue Croix, n° 14 (17^e)
née à Berlin (Allemagne)

le deux février mil neuf cent quarante ans
domiciliée à Paris, rue Croix, n° 14 (17^e)

fille majeure de Arthur Niclas

et de Feme Niclas, sans profession, son épouse,
domiciliée en Amérique, célibataire

d'autre part.

Aucune opposition n'existant :

Les futurs époux déclarent qu'il n'a
pas été fait de contrat de mariage

ils ont déclaré l'un après l'autre
vouloir se prendre pour époux et nous avons prononcé au nom de la loi qu'ils sont
unis par le mariage.

Lecture faite les témoins ont signé avec les époux et Nous *Gaston*
Marchand Maire de *S^{te} Jean de la Ruelle*

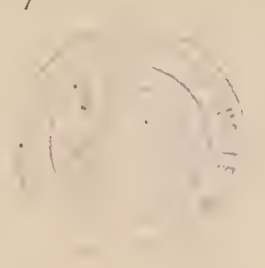
Suivent les signatures

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le *quatorze Mars*

mil neuf cent *quarante*.

Le Maire,


G. Marchand

Nr. 33.

Berlin am 2. März 1800.

Vor dem unterzeichneten Standesbeamten erschien heute, der Persönlichkeit
nach auf Grund des förmlichen Befragungs-
amts, kommt,

der Herrmann August Meier

wohnhaft in Berlin Kappeler Platz 7.^{te}

evangelische Religion, und zeigte an, daß von der

Therese Meier, geborene Meier,

seiner Frau,

evangelische Religion,

wohnhaft in Berlin,

zu Berlin in seiner Wohnung

am 18. d. M. gegen 10 Uhr des Tages

tausend neunhundert

um 10 Uhr ein Kind

geboren worden sei und daß das Kind

Charlotte

erhalten habe.

Vorgelesen, geschworen und unterschrieben

Arthur Meier

Der Standesbeamte.

Meier
in Ausübung

Die obige erwähnte Lilaabzug ist
mit dem Gulen H. - gericht - besetzt
als Thronen nach der Lanten 12 u
gefasst worden.

London, Jan 11. 3. 1938

Very Respectfully

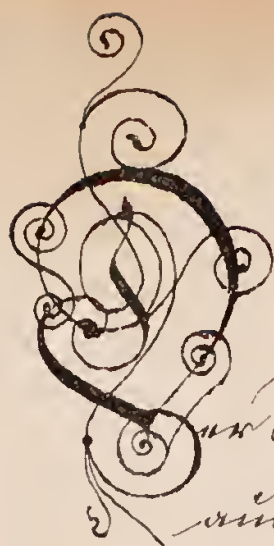
In Vertretung

Handwritten signature



— 30 —

 ✓ beider, am 11. 3. 1908



Herr Professor Rudolf Sacks
aus dem Bezirk des Königlich preuss.
Landesgerichts zu Berlin
ist, zum Justizrath ernannt.

Berlin, den 20. Februar 1930.

Der Preussische Justizminister.
A. Schmidt

Patent
zum Gerichtsassessor

II^g L. 6265 pers

Kaiser-Friedrich-Schule
Städtisches Gymnasium und Realschule m. u. u.
zu Charlottenburg.



Die Bescheinigung
mit dem Ausstellungs-
Original wird damit
bescheinigt.
Charlottenburg, d. 23. 4.
1921
H. J. J. J.
V. H. H.

Zeugnis der Reife.

Rudolf Sachs,
geboren den 2. ten Oktober 1902 19 zu Charlottenburg
Sohn des Paul Rudolf Dr. Ringfort Sachs
zu Charlottenburg, war 9 Jahre auf dem Gymnasium und zwar
2 Jahre in Prima, davon 1 Jahre in Oberprima.
I. Betragen und Fleiß: a) sehr gut
b) gut

II. Kenntnisse und Fertigkeiten:

Religionslehre: sehr gut
Deutsch: geringe
Lateinisch: geringe
Griechisch: geringe
Französisch: gut
Englisch: —
Hebräisch: —

Geschichte und Erdkunde: *genügend*
Mathematik: *mindest Prüfung: gut } genügend*
Physik: *genügend*
Turnen: *Prüfung: gut } gut*
Zeichnen: *—*
Singen: *gut*
Schrift: *genügend*

Die unterzeichnete Prüfungskommission hat ihm demnach, da er jetzt das Gymnasium

verläßt, um *Laufmann zu werden,*

das Zeugnis

der Reise

zuertannt und entläßt ihn *mit dem besten Tagewünsche.*

Charlottenburg, den *3*ten *März* 19*21*.

Königliche Prüfungskommission.

gez. Jenzack, Königlicher Kommissar,
Vertreter des Magistrats,

gez. Jenzack, Direktor.

gez. Wille

gez. Krügel

gez. Hal.

gez. Hoffa

gez. Lenz

gez. Bittig

gez. Dr. Gallina



HANDELS-HOCHSCHULE BERLIN

HERR

Rudolf Sachs
AUS

Charlottenburg

IST AM HEUTIGEN TAGE DURCH HANDSCHLAG UND
NAMENSUNTERSCHRIFT AUF DIE ORDNUNGEN DER
HANDELS-HOCHSCHULE VERPFLICHTET UND ALS STU-
DIERENDER IMMATRIKULIERT WORDEN, WORÜBER IHM
DIESE URKUNDE AUSGESTELLT WIRD.

BERLIN, DEN *23. April* 192 *1.*

DER REKTOR

Markus

DAS SEKRETARIAT

Album *VII* Nr. *682.*

Herrn Prof. Dr. Kuntze
Rudolf Sachs.

wird hiermit zum Doktor promoviert.

Leipzig, den 14. August 1926.

Herrn Dr. Kuntze
Dr. Kuntze

L. Kuntze

Sammlung Kuntze

7 3669.
E. 1.

14.

ÉTRANGER PRESTATAIRE

(Décret-loi du 12 Avril 1939)

LIVRET INDIVIDUEL

Classe d'âge : 1912

N° Matricule : 85

Nom : Sacks

Prénoms : Rudolf

Observations importantes.

L'homme est tenu de présenter son livret à toute réquisition des autorités militaires, judiciaires ou civiles.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
Direction Générale de la
SURETÉ NATIONALE

Camp des Milles, le 14 avril 1941

Certificat de Transitaire

Le nommé SACHS, Rudolf, né le 2-10-1902 à Berlin
a été transféré le 27-2-41 du Camp de Prestataires St. Quentin à
au Camp de transitaires des Milles, en vue de pourvoir
à l'émigration U.S.A.

Le bon mis en



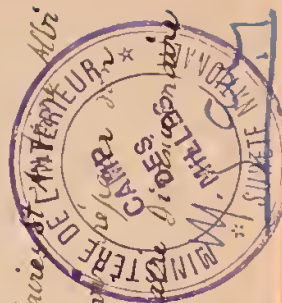
Bureau de Recrutement des Étrangers prestataires													
Nom :	SACHS												
(écrit en balade) Prénoms :	Rudolf												
Nationalité :	ALLEMANT												
Né le :	2 Octobre 1902												
à :	Berlin												
résidant à :	Altenburg, Rue de Basse, 65												
canton d :													
Département d :	Saxe												
Profession d :	Employé d'usine												
Fils de :	Sachs Siegfried décédé												
et de :	Elmire née Steinhilber												
domicilié à :	Camp des Milles 1070												
Inscrit en 1940 sur le Relevé Général de la Subdivision de Saxe													
No au relevé général :	107												
<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="2">Situation de Famille (1)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>CHÂTAIN</td> <td></td> </tr> <tr> <td>au :</td> <td>19 Janvier 1940</td> </tr> <tr> <td>au :</td> <td>28 Janvier 1940</td> </tr> <tr> <td>au :</td> <td>19</td> </tr> <tr> <td>au :</td> <td>19</td> </tr> </tbody> </table>		Situation de Famille (1)		CHÂTAIN		au :	19 Janvier 1940	au :	28 Janvier 1940	au :	19	au :	19
Situation de Famille (1)													
CHÂTAIN													
au :	19 Janvier 1940												
au :	28 Janvier 1940												
au :	19												
au :	19												
(1) Célibataire, marié, veuf, nombre d'enfants.													

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
Direction Générale de la
SÛRETÉ NATIONALE

Camp des Milles, le 14 août 1941

Certificat de Transitaire

Le nommé SACHS, Rudolf, né le 2-10-1902 à Berlin
a été transféré le 27-2-41 du Camp de Prestataire
au Camp de Transitaires des Milles, en vue de pourvoir
à migration U.S.A.



Bureau de Recrutement des Étrangers prestataires

Nom : **Sachs**
(écrit en batarde) }
Prénoms : **Rudolf**
Nationalité : **ALLEMAND**

Né le **2 Octobre 1902**
à **Berlin**

résidant à **Saarlouis, Allemagne**
canton d **Saarlouis**
Département d **Allemagne**
Profession d **Correspondancier**
Fils de **Sachs Siegfried d'écadé**
et de **Elise née Sternbach**
domicilié à **Chompan 1st 0**

Inscrit en 1940 sur le Relevé Général de la Subdivision
de **Saarlouis**

N° au relevé général **107**

Situation de Famille (1)

CÉLIBATAIRE	au 19 Janv.	1940
marié	au 23 Janv.	1940
	au	19
	au	19

(1) Célibataire, marié, veuf, nombre d'enfants.

Signalement

Couleur } des yeux : Bruns
des cheveux : Chat

Taille : 1.75

Marques particulières } neant

Signature du Détenteur :

Rudolf Sachs.

Étranger bénéficiaire du Droit d'Asile de la classe

de : 1922

N° Mle 85



A Paris, le 25 FEV 1940
Le Commandant du Bureau
de Recrutement des Étrangers prestataires,

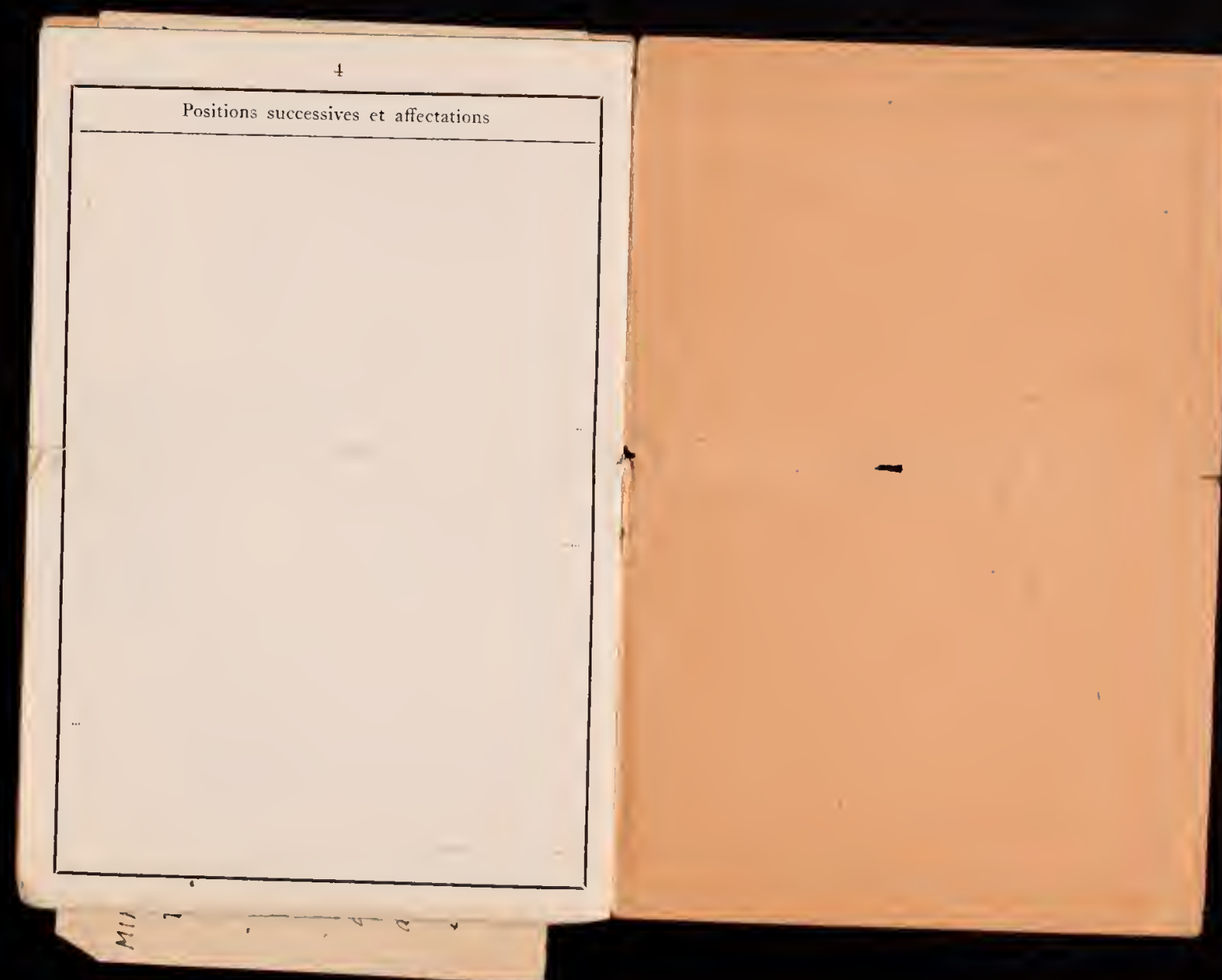
[Signature]

Positions successives et affectations

CLASSE APTE AUX PRESTATIONS 12 FEV 1940

Arrivé au D A 4 10 18

Affecté le 20-5-40 à la 1^{re} P^{te} Tringon Sabour
Goy. 3^e E (N° 6344, A 4 18),
Affecté au Centre des isolés le 16-7-40 à
Toumou (Touma), affecté le 27-9-40 au
3^e E Groupe de TEP au Camp St. Maurice,
Khi/Tam.





QVOD FELIX FAVSTVMQVE SIT

RECTORE

GVALTERO NERNST

PHILOSOPHIAE DOCTORE ORDINIS PHILOSOPHORVM PROFESSORE PVBL. ORD.

Rudolf Sachs
Berolinensis

Studiosus *Jul.*

data dextra iurisiurandi loco legibus magistratibusque academicis fidem oboedientiam reverentiam pollicitus
numero civium Vniversitatis Fridericae Guilelmae Berolinensis legitime adscriptus est. Cuius rei testes hasec
litteras sigillo Vniversitatis munitas et Rectoris manu subscriptas accepit.



N. D. Berolini d. *29. mens. Aprilis* anni MDCCCXXII.

Nernst

Gebühr

Mark.

AFFIDAVIT IN LIEU OF
PASSPORT

Republic of France }
Department of Bouches du Rhone }
City of Marseille } ss.
Consulate of the United States }
of America }

526

BEFORE me, Hiram Bingham Jr., Vice Consul of the United States of America at Marseille, France, duly commissioned and qualified, personally appeared Rudolf SACHS who, being duly sworn according to law, deposes and says:

That his full and true name is Rudolf SACHS

That he resides at Marseille, Bouches du Rhone, France,
34 Avenue Camille Pelletan,

That he was born on October 2nd, 1902 at Berlin, Germany,

That he is a former German but is unable to obtain a German passport on account of conditions prevailing in France at the present time.

And further deponent saith not.

Rudolf Sachs
Rudolf SACHS

Subscribed and sworn to before me this 5th day of March 1941.

Hiram Bingham Jr.
Hiram Bingham Jr.
Vice Consul of the United States
of America.

description of bearer
Color of hair: medium brown
Color of eyes: brown
Complexion: medium
Height: 5' 9 1/2"
Profession: lawyer



Service No. 1887
No Fee Prescribed



GERMAN
 Immigration Visa
 6(a)(3)
 Quota N° 22355
 dated MAR 5 1941
 Issued to RUDOLF SACHS
 (name)
 Hiram Bingham Jr.
 American Vice-Consul
 Marseille, France

Winnipeg
Roy ✓

1885

1886

N° 22551 Sachs Rudolf

DÉPARTEMENT DES BASSES-ALPES

Visa de Sortie de France
 destination des États Unis

COMITÉ
 VU A
 6 - MAI 19
 MA

Le visa doit être utilisé dans
 le délai de *trois* jours.

POUR LE PRÉFET
 Le Chef de Division délégué

[Signature]



Visa de Transit *sans arrêt aux*

Antilles a destination des États Unis

Marseille, le

POUR LE PRÉFET

Le Chef de Division délégué



[Signature]





**End of Rudolf and Yolla Sachs
Collection.**
